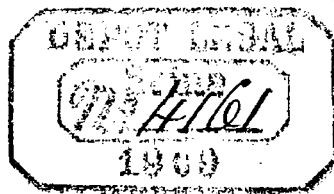


FRÉDÉRIC MARCELIN



LE GÉNÉRAL

NORD ALEXIS

1905



PARIS

SOCIÉTÉ ANONYME DE L'IMPRIMERIE KUGELMANN

(L. CADOT, Directeur)

12, rue de la Grange-Batelière, 12

—
1909

A son arrivée au pouvoir, personne ne donnait au gouvernement du général Nord Alexis plus de six mois d'existence. Cette croyance tenait principalement à l'âge de l'homme, presque nonagénaire et de santé débile lors de son installation au Palais National de Port-au-Prince. Or, il a gouverné près de sept ans. Ne faut-il pas qu'il y ait en cela, dans un milieu aussi instable, aussi tourmenté que le nôtre, une signification dont il faut tenir compte?

On peut le croire.

Il n'est pas téméraire de prétendre que le général Nord Alexis, durant son septen-

nat, a incarné une estimable portion de l'âme de la Patrie, de cette âme rudimentaire, simpliste, qui, dans son héroïsme fruste, mais indomptable, entend conserver l'indépendance et l'autonomie léguées par les ancêtres contre le blanc civilisateur soit, mais quand même expropriateur... Je crois que cette âme, ou cette portion d'âme, existe et que c'est elle qui, en réalité, a soutenu le nonagénaire et lui a permis de gouverner.

J'affirme, en outre, de la façon la plus nette et toujours en développement de la même idée, que si le général Nord Alexis était arrivé au terme de son mandat, s'il n'avait pas été renversé violemment, loin d'être traîné aux gémonies, il eût été élevé dans l'avenir sur le pavois de nos plus grandes gloires nationales.

Ce ne sont ni les exécutions sommaires de Saint-Marc, ni celles du 15 mars à Port-au-Prince qui l'ont fait tomber. Elles ne l'auraient pas empêché non plus, si la

fortune adverse ne lui avait pas tourné le dos au moment où il s'y attendait le moins, d'occuper sans conteste dans notre histoire une place extraordinaire et à côté de nos plus grands noms. Mais la chance a ses limites. Polycrate sera toujours un exemple classique : il ne faut pas proclamer un homme heureux avant sa mort.

Je viens de parler des exécutions sommaires de Saint-Marc et des Gonaïves, actes abominables, exécrables, qu'il faut flétrir sans hésitation. Cependant, il ne faut pas oublier que le général Nord Alexis, en les ordonnant, croyait remplir un devoir sacré envers son pays. Il était persuadé qu'il obéissait à cette portion de l'âme nationale qui veut que la Paix ne soit pas troublée afin que l'*Américain*, le blanc, n'ait pas prétexte à intervention et ne nous inflige le système qu'il a imposé à Cuba, à Porto-Rico, à Santo-Domingo.

Il ne s'agit pas d'examiner, au point de vue de la civilisation et de notre avenir matériel, la valeur de sa conception... Et au

surplus les moyens qu'il a employés pour la défendre sont mauvais et peuvent même aller à l'encontre du but proposé. Mais pour bien juger le général Nord Alexis il faut se rendre exactement compte de sa mentalité, de cette cristallisation centenaire de son cerveau répercutant rudement les derniers échos de l'indépendance nationale. C'était un homme de 1804. Tel il fut à sa naissance, tel il resta toute sa vie.

En réalité, le funeste principe politique en vertu duquel la Présidence de la République est toujours dévolue à un militaire ne peut que nous donner, et nous a toujours donné, des despotes foulant les lois aux pieds. Quand ils n'agissent pas ainsi, c'est qu'on ne leur en a pas laissé l'occasion ou qu'elle ne s'est pas présentée. Ils n'hésitent pas, au surplus, à le déclarer eux-mêmes : *Qu'on ne me donne pas l'occasion !* Tel est le mot traditionnel qu'ils répètent sans cesse. L'arbitraire est la vertu cardinale de l'épaulette haïtienne. Le sabre tranche,

dans notre histoire, les idées aussi bien que les têtes.

Cependant nul ne contestera que durant son long proconsulat au Cap, le général Nord Alexis n'était arrivé, depuis de nombreuses années, à être une sorte de patriarche aimé et respecté. Et de fait, quand il fut à la Présidence, dans les premiers temps, avant les conspirations, ce fut plutôt le même système de débonnairété dans lequel les adversaires se hâtèrent malheureusement de voir l'incohérence et la faiblesse séniles.

Or, pourquoi cela changea-t-il par la suite ?

Le procès de la Consolidation en fut l'unique cause. L'Histoire impartiale dira que pour avoir voulu faire restituer à la caisse publique des valeurs indûment perçues, le général Alexis, dès son arrivée au pouvoir, souleva contre lui une formidable opposition, laquelle eut enfin raison de son gouvernement.

Que les sommes perçues de ce procès aient été bien ou mal dépensées, là n'est point la question. C'est pour les avoir fait restituer qu'on s'est ligué contre lui, voilà le fait indéniable. Cherchez dans toutes les conspirations, dans tous les complots, dans les prises d'armes des Gonaïves, de Saint-Marc, que trouvez-vous ? La main des étrangers compromis ou non dans la Consolidation, mais se rendant solidaires entre eux. Ce sont eux qui donnent les armes, les munitions, qui fournissent l'argent, qui propagent la révolte, qui fomentent la propagande, qui, inlassablement, distillent la calomnie.

On s'explique dès lors la haine du général Nord contre l'étranger. Pour lui l'étranger c'est l'ennemi. Il lui en veut. Jamais on a tant expulsé que sous lui. Il en veut à tous ceux qui l'écoutent, à tous ceux qui le fréquentent, à tous ceux qui voyagent, qui laissent le pays pour aller chez lui, oubliant que les siens, ses alliés les plus proches,

habitèrent Paris durant tout son règne... Cela devient une véritable obsession, une sorte de maladie mentale qui lui fait perdre la claire notion des choses. Cependant, *l'étranger* lui rend œil pour œil, dent pour dent. Son gouvernement devient la bête féroce qu'il faut abattre, coûte que coûte. Les journaux du monde entier, appelant l'intervention des puissances étrangères, le mettent au ban de la civilisation. Personnellement il n'en a cure. Il se glorifie des injures qu'on lui prodigue parce qu'il croit défendre son pays et sa race. Aux provocations il répond, sans se lasser, par des discours véhéments contre les étrangers, par des conseils de ne pas les écouter, signalant quelques-uns qu'il croit bons, expulsant les mauvais.

Or, je reviens à ceci : pour comprendre l'état d'âme de ce nonagénaire, il faut se rappeler que, aussitôt arrivé au pouvoir, il fut obsédé de cette pensée qu'il fallait sauver son pays de l'annexion américaine.

Ce qui s'était passé à Santo-Domingo devint son cauchemar permanent. Il était préparé plus que personne à cette obsession par son grand âge. Cet âge le faisait, en quelque sorte, dans nos temps, le prolongement des ancêtres, lesquels n'eurent, en réalité, que la passion de la possession physique de leur pays, ce pays devint-il dans leurs mains un désert, un champ de carnage, un tournoi de luttes fratricides. Qu'importe ? C'était leur pays.

Pour le général Nord Alexis, et il en était très convaincu, combattre les armes à la main l'étranger envahisseur était toujours une chose naturelle, possible, et qui ne devait supporter aucune objection tirée soit de la folie d'une telle lutte, soit de la différence des temps entre 1804 et ceux actuels. Malheur à quiconque osait établir, au désavantage des nôtres, une hasardeuse comparaison ! Malheur à quiconque, quand il en parlait, osait surtout sourire ! Il devenait irrémédiablement suspect au général Nord.

Toute idée intransigeante, pour noble qu'elle soit, peut avoir un défaut de cuirasse comme le métal le plus pur peut avoir sa paille. Mais l'idée ne reste pas moins noble, et l'or, malgré la paille, est toujours de l'or.

Le 4 novembre 1908, M. Léger, notre ministre à Washington, après de multiples avertissements, écrivait au Président de la République :

« Comme vous l'avez sans doute déjà X
appris par le télégraphe, M. Taft vient d'être désigné comme le prochain Président des Etats-Unis. Je connais personnellement le nouvel élu. Nous pouvons le considérer comme un ami.

« Cependant, je dois vous dire franchement que *je ne le crois pas disposé à laisser les Républiques voisines de son pays continuer le sanglant jeu des guerres civiles.* Ce qu'il fait à Cuba et à Panama indique clairement son attitude pour l'avenir. »

Le général Nord avait fait donner lecture

de cette lettre à tous les généraux de l'armée. Il la portait constamment sur lui, la tirait sans cesse de sa poche, la montrait aux uns et aux autres sans cesse. Frappant dessus, il s'écriait alors : « Mon fils même, si j'en avais un et s'il conspirait, je le ferais fusiller sans hésitation ! »

Plus tard, à Kingston, le général Nord, sur la terre d'exil, a dû lire certainement la lettre suivante autrement significative :

« La Maison Blanche, Washington,
4 décembre 1908.

« Cher Monsieur Harry,

« Je ne vous écris qu'une ligne à la hâte afin qu'elle vous parvienne avant que vous laissiez la Nouvelle-Orléans.

« Je ne pense pas que nous interviendrons en Haïti. — Cependant nous devrions le faire, mais notre peuple ne comprend pas comment sont les choses au delà de nos frontières ; ainsi je ne désire agir, à moins que j'arrive à faire comprendre la situation au peuple afin de le déterminer à l'action ;

et, pour y parvenir, je dois étaler les faits sous ses yeux d'une manière claire et frappante.

« A Panama, à Cuba, à Santo Domingo et à Porto-Rico, il nous avait fallu des mois, des années même de préparation avant que nous puissions faire apprécier les choses au peuple, et le pire de tout cela, c'est que les Américains cultivés du Nord-Est ne sont pas simplement aveugles, mais souvent malicieusement aveugles à ce qui se fait.

« Nous aurions dû intervenir plus d'une fois au Venezuela pendant ces sept dernières années. Nous aurions dû intervenir dans l'Amérique centrale et en Haïti. Dans chacun de ces trois endroits, nous devrions maintenant faire quelque chose d'analogue à ce que nous faisons à Cuba, à Santo Domingo ou à Panama, selon les exigences du cas.

« Mais le peuple américain n'était pas au fait de la situation.

« THÉODORE ROOSEVELT. ».

De plus en plus le général Nord Alexis a dû penser qu'il n'y a pas de sacrifices qu'un chef d'Etat haïtien ne doive faire pour maintenir la paix publique. Il a dû, malgré son échec, se fortifier dans cette idée qu'il n'a pas manqué à ce devoir et qu'il n'a rien à se reprocher. Cette fixation de sa pensée dans l'unique objet de préserver l'autonomie nationale doit lui cacher absolument les actes mauvais auxquels il a recouru. C'est sincèrement qu'il doit continuer à croire qu'il n'a accompli que strictement son devoir social.

Cela étant, n'y a-t-il donc pas là une atténuation dont il faut tenir compte? Qu'on n'oublie pas que ce nonagénaire, soldat qui grandit dans les rangs, qui grandit au milieu des proscriptions, des tueries, des fusillades des cent ans de notre existence nationale, fut bon, je le répète, durant son long proconsulat du Cap. Il ne changea que lorsque, arrivé au pouvoir, il crut que l'indépendance de son pays était en danger, d'abord

par les désordres de la Banque Nationale, société étrangère, ensuite par les représailles que provoqua la répression de ces désordres.

Il fut impitoyable, soit. Pourtant il est indéniable que sincèrement il crut que les conspirateurs, en mettant en péril l'héritage de ses ancêtres, ne méritaient que la mort. Il faut, encore une fois, répudier cette férocité dans la répression. Toutefois, il faut se souvenir de ce qu'était l'homme, de ce qui se disait, de ce qui se faisait, de ce qui s'écrivait autour de lui. Les autres, ceux qui tramèrent, furent-ils donc sans péché?

Le mot de sir Edward Grey à la Chambre des Communes : « Le plus sûr moyen de prévenir l'intervention étrangère est de maintenir l'ordre » fut son directoire politique. Il traitait donc en criminels, indignes de toute pitié, indignes de toute justice, ceux qui y contrevenaient. Il les mettait hors les lois.

J'ai lu dernièrement qu'un adversaire politique n'a pas craint de déclarer publiquement que le général Nord Alexis savait à peine lire et écrire... Cet adversaire va trop loin. Certes, le général n'était pas un lettré. Et combien l'ont été, le sont ou le seront parmi nos chefs d'Etat et ceux qui aspirent de nos jours à l'être!... Mais si, comme un vieux soldat qu'il était, il dédaignait profondément les intellectuels, qu'il appelait abrégativement les *intellects*, le général Nord Alexis n'était pas un ignorant. Le cerveau chez lui était remarquable et on dit qu'il continue à rester tel dans l'exil. Curieux de se tenir au courant du progrès moderne, tous les moments qu'il pouvait dérober aux affaires publiques, il les consacrait à la lecture. Presque aveugle, à la suite, dit-on, d'un coup de canon dont la poudre lui brûla les yeux, ne pouvant que signer son nom, il avait un lecteur particulier qui, à demeure près de lui, lui lisait des livres d'histoire, de politique et de

science pratique. C'était sa plus grande et sa meilleure distraction.

On le savait et on en abusait, autour de lui et dans la ville, pour lui faire payer très cher ces ouvrages-là.

A propos de cette passion, on raconte qu'un jour on lui lisait la conspiration de Catilina... Stoïque et froid, Cicéron, ayant fait mettre à mort tous les complices, remontait de l'ergastule. Défiant la foule, composée de parents et amis des victimes, il jetait les mots connus : *Ils ont vécu!*

— Ah! voilà une parole, s'écria le général. C'est net, c'est précis, c'est le glaive même! Et combien j'admire cette rapidité dans l'action quand il s'agit de traîtres, de conspirateurs, d'assassins de la Patrie!

Une autre fois, il écoutait cette pensée de Proudhon :

« Quand la Patrie est réfractaire à la liberté, quand la souveraineté publique est en contradiction avec celle de chaque citoyen, la nationalité devient un opprobre

et la régénération par les forces étrangères une nécessité. »

Soudain il arracha le livre des mains du lecteur, et l'envoya rouler au loin en s'écriant :

— Non, non, je ne veux pas en entendre davantage. Cet homme ne sait pas ce qu'il dit. La nationalité n'est jamais un opprobre !

C'est dans cette exaltation de son patriotisme que l'on doit chercher l'explication de bien des actes du général Nord Alexis, actes qui ont été faits au détriment même de la cause qu'il prétendait servir. Ces actes se comprennent difficilement dans notre temps. Ils sont d'une autre époque, d'une époque dont il était sans doute le dernier descendant. Ils ne se comprennent plus surtout parce qu'il a été renversé du pouvoir et qu'il est un vaincu. Ils auraient pu être un piédestal et ne semblent plus qu'un pilori. Cependant, le péril extérieur qui menace notre nationalité est extrême. Il ne gît pas que dans l'imagination ou dans les besoins

d'une cause. Et il est d'autant plus grand que nous ne devons absolument compter que sur nous-mêmes pour le conjurer....

En janvier de cette année, ayant eu l'honneur d'être reçu par M. Pichon, ministre des affaires étrangères de France, je lui en exprimais toutes mes craintes. Il me répondit textuellement :

— X... (ici le nom d'une très grande personnalité américaine) est venu me demander quelle serait notre attitude au cas d'une mainmise des États-Unis sur votre pays. *Je lui ai dit que la France se désintéressait absolument d'Haïti.*

Revenons au général Nord.

Je n'entreprends pas son panégyrique. Mais en voyant le débordement de haines, d'injures qui a accueilli sa chute, — débordement, du reste, qui est chez nous le cortège des chefs tombés, — je ne puis m'empêcher de mettre en relief certains côtés honorables, et dignes d'être remarqués, de son caractère.

Peut-on oublier, par exemple, que personne ne fut plus que lui passionné pour les travaux publics, pour tout ce qui pouvait contribuer à l'amélioration matérielle de la nation ? Ne pouvant voir par ses propres yeux, ne pouvant guère sortir, il fut souvent trompé par ceux en qui il mettait sa confiance : le fait n'en n'existe pas moins. Toutes les découvertes l'intéressaient. Il donna une poussée extraordinaire, peut-être un peu maladive, et dont quelques-uns abusèrent, aux recherches géologiques dans le pays. De toutes parts, de tous les coins de l'île, on lui expédiait des échantillons de charbon, de marbre, de pierre, de cuivre, d'argent, d'or, de plomb, d'étain, d'antimoine, de mercure, de pétrole !!! Que sais-je encore ? Jamais on ne découvrit tant de mines ; il est vrai que fort peu furent exploitées. Mais toujours il récompensait généreusement les découvreurs, les encourageait, leur faisait voter des concessions par le Conseil des secrétaires d'État. Que

de contrats de cette espèce dorment dans les colonnes du *Moniteur* !

Il encouragea à sa façon tous les arts, et spécialement, pour la propagation de l'histoire nationale, la peinture et la sculpture. Les familiers du Palais à cette époque doivent se souvenir de l'accueil sympathique, cordial, largement rémunérateur, qu'il fit à tous ceux qui lui apportaient des tableaux ou des bustes rappelant les fastes de notre Indépendance ou les traits de nos guerriers illustres. Tous les papiers, autographes, souvenirs quelconques se rattachant à notre grande époque, furent payés par lui au poids de l'or.

Il acheta de ses deniers l'emplacement où Dessalines proclama aux Gonaïves l'Indépendance nationale et il en fit don à la République. Il paya douze mille dollars l'habitation Vertières où se livra l'immortelle bataille de ce nom... Le Corps législatif, en 1904, lui vota une somme de cinquante mille dollars et, je crois, le titre de Père de

la Patrie. Il voulut bien du titre, mais ne toucha jamais la somme, la réservant, disait-il, à l'érection d'une colonne dans les plaines de Vertières.

Oui, le général Nord Alexis avait l'âme héroïque des ancêtres et cette âme vibrait réellement en lui... Cela ne nous étonne que parce que cette corde-là est cassée chez nous.

Peut-on oublier — et je le demande à ses adversaires, à ceux mêmes qui subirent sous son gouvernement un exil souvent immérité — peut-on oublier combien sa main s'ouvrait largement pour donner sans compter, donner encore, donner toujours, aussitôt qu'une infortune lui était signalée? Parfois, celui en faveur de qui il était sollicité lui avait été désigné, peut-être à tort, comme un conspirateur militant. Il secouait la tête, il refusait, mais l'instant d'après, il finissait par ouvrir un des tiroirs de son bureau, en tirait un petit sac, appelait un secrétaire, faisait compter

cent ou deux cents dollars pour l'individu, ce qui ne l'aurait nullement empêché, le jour même, s'il croyait acquérir la certitude que l'homme complotait, de le faire arrêter, ferrer... et autre chose encore.

De familière coutume, il faisait un cadeau d'argent important, soit à l'occasion de leur mariage, soit à celle de la naissance de leurs enfants, aux fonctionnaires qui, selon lui, remplissaient bien leurs devoirs. Que de fois ne l'a-t-on pas vu récompenser largement de sa poche les quelques rares douaniers honnêtes qu'on lui signalait!... Beaucoup de puritains, qui font trop parade actuellement de leur farouche vertu, devraient aussi se souvenir des cadeaux qu'il obligeait, dans le budget, à leur ménager...

Je n'ai pas à juger aujourd'hui ce système, l'ayant naguère toujours condamné... Je m'y arrête pour faire voir que le général Nord Alexis n'était pas l'homme rapace pour lui-même, avare pour les autres, que l'on se plait à représenter.

A l'encontre des gouvernements qui l'ont précédé, et qui sans doute le suivront, il avait une peur instinctive des emprunts sur place, rappelant sans cesse que c'étaient ces emprunts-là qui avaient compromis irrémédiablement la situation financière de la République. Il ajoutait que, au même degré que la guerre civile, il fallait craindre les emprunts à l'extérieur. C'est toujours par eux que les petits peuples perdent leur indépendance. Et naturellement comme le système politique qu'il n'avait pas inauguré, mais dont il héritait sans rien tenter pour l'améliorer en vue du soulagement des finances de l'Etat — système séculaire ayant le gouffre de l'armée à sa base, aux entours des faveurs disproportionnées, fournitures ou travaux à ses chefs, une extravagante police à l'intérieur et à l'extérieur, et une coûteuse représentation à l'étranger — exigeait des dépenses continues sans recettes pour les payer, il était bien forcé de recourir aux émissions de

papier-monnaie et plus tard — au fur et à mesure qu'on le retirait de la circulation — aux frappes de nickel : ce qu'il appelait l'emprunt sur soi.

Il est une question qu'on a agitée en ces temps derniers et dont il faut que je parle sans phrases, sans détours inutiles : c'est celle du préjugé de couleur. On a écrit que le gouvernement du général Nord Alexis était un gouvernement de mulâtres. Je ne ferai pas l'honneur aux gens qui ont inventé ce mensonge, mensonge qui a été propagé à l'étranger pour les besoins justificatifs de la guerre civile, de discuter avec eux. Ils savent bien le contraire ! La vérité est que, aussi bien qu'Hyppolite, Nord Alexis ne connut jamais la hideuse distinction du préjugé de couleur : noirs ou jaunes avaient la même valeur, en tant qu'épiderme, à ses yeux. Et, si on voulait s'attacher aux choses extérieures, on trouverait, en définitive, qu'il ne parut accorder sa confiance et la direction de sa politique